

Conférence du 31 janvier 2012
**Vers une gouvernance environnementale
démocratique à l'échelle globale**



RIO+20
Conférence des Nations Unies
sur le développement durable

Rio+20 sera un rendez-vous international majeur en 2012. L'enjeu sera d'adapter l'agenda du développement durable à un monde en profonde transformation. Son succès dépendra pour beaucoup d'une réforme ambitieuse de la gouvernance internationale de l'environnement. Au-delà des ajustements institutionnels, il s'agit en fait de renforcer la légitimité et la crédibilité des dispositifs de gouvernance actuels. Pour ce faire, l'association des acteurs non étatiques constitue une dimension clé.

Objectif : rassembler les idées de tous les acteurs de la société civile pour faire de l'Organisation mondiale de l'environnement (OME) un aiguillon de modernisation de la gouvernance mondiale

L'objectif de la conférence sera d'alimenter, de la manière la plus ouverte et la plus concrète possible, la réflexion sur la réforme de la gouvernance internationale de l'environnement et sur la place des acteurs non-étatiques en son sein. La société civile sera largement associée à la préparation de cette conférence notamment par la tenue d'ateliers la veille.

A travers le projet d'OME, la France défend, avec l'Union européenne et d'autres partenaires, une agence des Nations Unies capable de donner une vision stratégique de l'agenda international de l'environnement dans une perspective de développement durable, de renforcer les synergies et la cohérence entre les nombreux accords multilatéraux pour l'environnement, de faciliter leur mise en œuvre, et d'associer les acteurs non-étatiques.

Ce projet peut constituer un aiguillon de modernisation du système des Nations Unies, en permettant une association large et innovante des acteurs non-étatiques. A toutes les échelles - locale, nationale et internationale -, toutes les « parties prenantes » (États, ONG, syndicats, entreprises, collectivités locales) ont vocation à prendre part à la définition et à la réalisation des objectifs environnementaux.

La prise de conscience du rôle de la société civile et des acteurs non étatiques est un des acquis de la conférence de Rio en 1992. Pourtant, aujourd'hui, le système onusien n'intègre pas suffisamment cette évolution. Une « industrie » de négociations dispersées en de trop nombreuses enceintes limite l'efficacité du système et la participation de ceux qui devraient y contribuer. Trop d'acteurs clés sont aujourd'hui tenus à l'écart de négociations qui ne sont pas toujours porteuses de résultats concrets.

Rio+20 est une occasion unique pour proposer, à l'échelle internationale, un mode d'organisation innovant, adapté, dépassant les limites de modèles issus du xx^e siècle. La conférence du 31 janvier doit y contribuer. Son déroulement sera structuré autour de trois principaux enjeux :

- une gouvernance répondant aux besoins et attentes de tous les acteurs de la société ;
- une gouvernance qui repose sur une interface entre science et politique solide et qui s'appuie sur les nouvelles technologies pour moderniser son fonctionnement ;
- une gouvernance internationale bâtie sur un modèle d'association démocratique des acteurs de la société.



En association avec



Avec le concours du



Programme

MATIN

09h00-09h30 **Ouverture**

09h30-10h00 **Plénière** - Introduction sur la problématique de la journée

10h00-12h15 **1^{er} table ronde : Que peut attendre la société d'une gouvernance internationale de l'environnement renouvelée et élargie ?**

- Le système de gouvernance actuel a-t-il atteint ses limites ? Comment le rendre plus efficace et démocratique ?
- Quels sont les attentes des acteurs économiques, des collectivités locales, des syndicats et des ONG concernant la rénovation de la gouvernance internationale de l'environnement ?
- Quelles missions devrait remplir cette gouvernance élargie et renouvelée ?

12h15-13h15 **Pause déjeuner**

APRES-MIDI

13h15-13h45 **Plénière**

13h45-15h00 **2^e table ronde : La science et les technologies au service d'une gouvernance internationale de l'environnement modernisée.**

- Comment consolider l'interface entre science et politique au sein d'une gouvernance internationale de l'environnement renouvelée ?
- Quels rôles peuvent jouer la science et les technologies dans la modernisation de la gouvernance internationale de l'environnement ?

15h00-16h30 **3^e table ronde : Imaginer des solutions institutionnelles efficaces pour associer les acteurs non-étatiques à la gouvernance internationale de l'environnement.**

- Comment intégrer les parties prenantes au sein d'une gouvernance environnementale innovante et efficace ?
- Quels partenariats publics-privés peut-on envisager pour construire cette nouvelle gouvernance ?
- Quelles sont les bonnes pratiques internationales, nationales et locales et comment peut-on s'en inspirer ?

16h30-17h00 **Conclusion**

Contact :

secretariat.diplomatique@developpement-durable.gouv.fr

+ 33 1 40 81 77 40